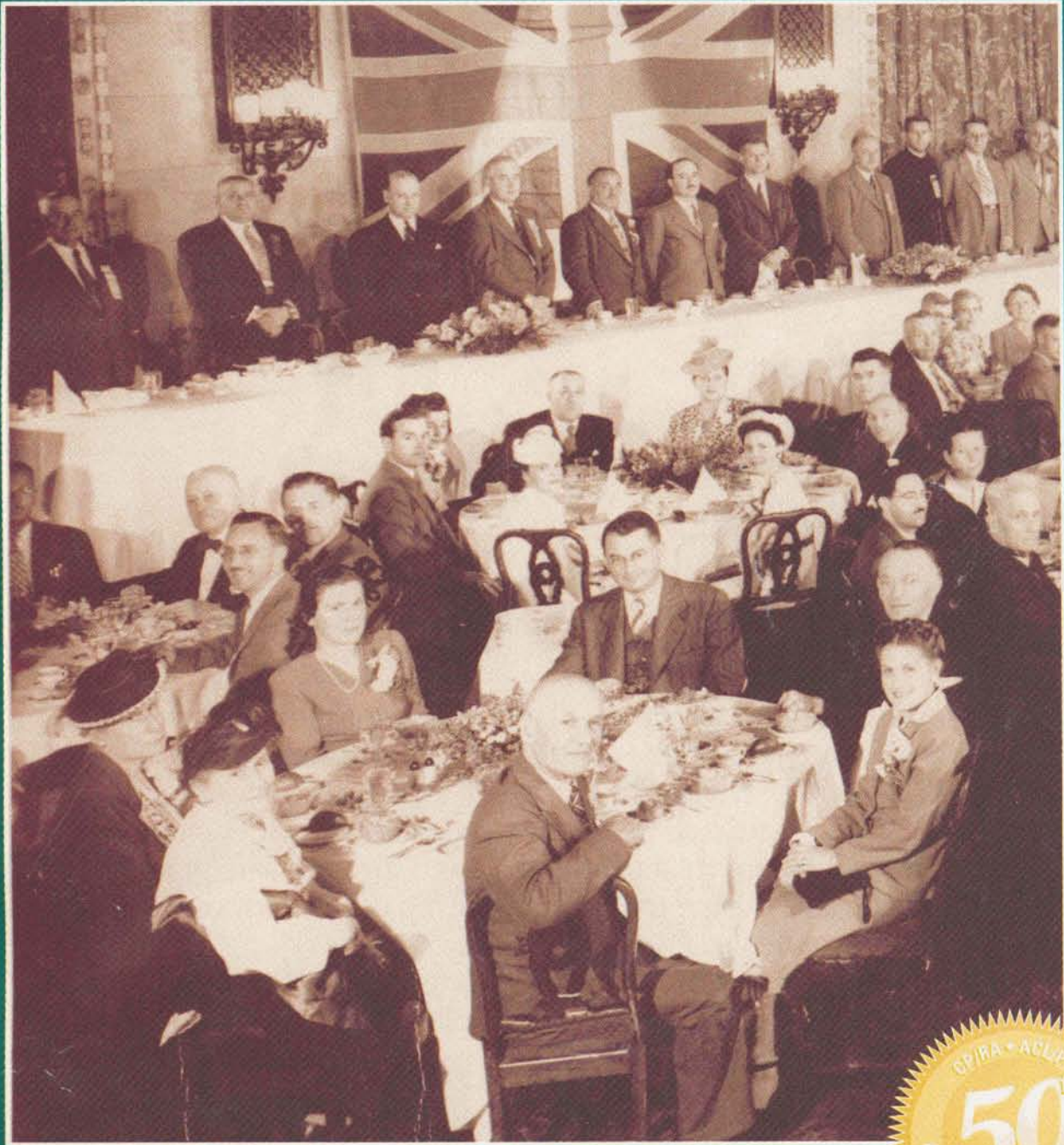


RECREATION

C A N A D A



A Celebration 50 Years in the Making
50 ans d'histoire à célébrer



The Early Years — 1944 to 1951

Les premières années — de 1944 à 1951

by/par Susan Markham

The organization that became the Canadian Parks/Recreation Association (CP/RA) grew out of the expanding mission and influence of the Ontario Parks Association (OPA) in the late years of World War II. As the country's spirits were buoyed with the hoped-for end of the war, and post-war reconstruction was being discussed on several fronts, OPA joined in the discussion. The Association submitted a brief to the Prime Minister calling upon the government to "consider parks, playgrounds, and general recreation as an entirely separate and self-contained project in any post-war reconstruction plan."¹ Not only was the Association moving beyond the borders of Ontario in its recommendations, but also in both its membership and its perceived influence.

On July 11, 1944, in Windsor, Ontario, the Canadian Parks/Recreation Association was introduced to the world — not in the form that we know it today, but rather as an idea to broaden the mandate of the eight-year-old Ontario Parks Association. The resolution on the floor of OPA's convention was the following one:

That the Ontario Parks Association extend its objectives and change its name to the Ontario-Quebec Parks and Recreation Association, enlarging its objectives to take in all forms of recreation, utilizing public parks and playgrounds and buildings, and inviting all recreational bodies, including Boards of Education in Canada, to become members on the same basis and at the same fee as already in effect, on a proportional population basis, as is in effect for parks bodies.²

The resolution was not successful in 1944, but its proponents kept the spirit of the resolution alive by putting forth the resolution that it be treated as a notice of motion to be brought up at the next year's convention.³

L'organisation qui allait devenir l'Association canadienne des loisirs/parcs (ACL/P) est née de l'élargissement de la mission et de l'influence grandissante de l'Association des parcs de l'Ontario (APO) vers la fin de la Deuxième Guerre mondiale. La fin prochaine anticipée de la guerre contribuait à soulever le moral du pays, et on commençait déjà à discuter de reconstruction à plusieurs niveaux. L'APO a participé à ces discussions.

L'Association a présenté un document de position au Premier ministre, demandant au gouvernement de «considérer les parcs, les terrains de jeu et les loisirs comme un projet complètement indépendant et autonome dans son plan de reconstruction d'après-guerre.»¹ L'Association dépassait dorénavant les limites de l'Ontario, non seulement dans ses recommandations, mais aussi dans le recrutement de ses membres et son influence perçue.

L'Association canadienne des loisirs/parcs a été présentée au monde le 11 juillet 1944, à Windsor, en Ontario. Ce n'était pas l'Association telle

qu'on la connaît aujourd'hui, mais plutôt une idée visant à élargir le mandat de l'Association des parcs de l'Ontario, déjà âgée de huit ans. Les participants au congrès de l'APO ont voté sur la motion suivante :

Que l'Association des parcs de l'Ontario élargisse ses objectifs et change son nom à celui d'Association des parcs et loisirs de l'Ontario/Québec, afin de réunir toutes les formes de loisirs se déroulant dans les parcs, les terrains de jeu et les édifices publics et d'inviter tous les organismes de loisirs, y compris les commissions scolaires du Canada, à devenir membres de l'Association, au même titre et au même coût que les autres membres, c'est-à-dire proportionnellement à la population représentée, comme c'est le cas des organismes de parcs.²

La résolution a été défaite en 1944, mais ses partisans ont néanmoins réussi à assurer sa survie en proposant une résolution visant à considérer la résolution défaite comme un avis de motion à présenter lors du congrès de l'année suivante.³



Executive members at the Ottawa convention in 1948. Left to right are: O.L. Pearson, Toronto; T.W. Thompson, Port Arthur; R.S. Hateley, Toronto; J.O.E. Pearson, Brantford; S.R. Allen, Welland; P. Allard, Montreal; P. Hill, Galt; C.A. Barbour, Winnipeg; M. Custeau, Montreal.

Membres du comité exécutif à la convention d'Ottawa en 1948. De gauche à droite : O.L. Pearson, Toronto; T.W. Thompson, Port Arthur; R.S. Hateley, Toronto; J.O.E. Pearson, Brantford; S.R. Allen, Welland; P. Allard, Montréal; P. Hill, Galt; C.A. Barbour, Winnipeg; M. Custeau, Montréal

Thus began the Association whose formal creation occurred one year later. In that year, OPA's influence was being noted by national agencies such as the National Parks Bureau. The Bureau noted that the Association had members from six of Canada's nine provinces and considered that "if the Association should broaden its scope to take in recreation generally and the national parks, it might become quite an important influence and well worth occasional attention from this department."⁴ The Bureau gave tangible support by purchasing a membership in OPA⁵ and moral support by communicating throughout its office the thoughts of the OPA secretary-treasurer that the Association "within a year is likely to be transformed into the Parks and Recreation Association of Canada."⁶ It appears that between the 1945 conference and subsequent correspondence, the mandate of the new organization had transformed beyond just Ontario and Quebec, to all of Canada.

That transformation was not immediately apparent to potential members of the Association. As OPA prepared to change its name and its mission, the secretary contacted many cities in nine provinces regarding membership, but with little response. He believed

that failure to make a change of name and objectives of the Ontario Parks Association, to become such as the Parks and Recreation Association of Canada — and there is no other Dominion-wide organization in the field — has brought about the largely negative results. . . . Were the field Canadian-wide, there would be a much greater field of activity to reach, and a much stronger selling power in such a Dominion name."⁷

The efforts to at least change the name were brought to fruition within the next month.

On July 10, 1945, in Toronto at that year's convention of the Ontario Parks Association, the Parks and Recreation Association of Canada (PRAC) was finally formed.⁸ The first executive of PRAC included Anthony L. Moor, Windsor, as president; S. Ross Allen, Welland and Ellroy Lippert, Kitchener, as first and second vice-presidents; John Oakes, Niagara Falls, as past-president (of OPA); and A.T. Whitaker, Brantford, as secretary-treasurer and editor of the bulletin *Recreation Review*.⁹ Although the organization claimed to be Dominion-wide and had members from several provinces, the executive was still clustered in southern Ontario.

While the transition from a provincial to a Dominion-wide organization appears to have been carried off reasonably smoothly, the next year's internal operations were strife-ridden. In mid-June 1945, the secretary, A.T. Whitaker, had noted that he was running out of paper and envelopes.¹⁰ By December of that year, the difficulties had escalated to the point where the *Recreation Review* contained an open letter from A.T. Whitaker, to the members of PaRaC (PRAC) publicly denouncing the actions of the president of the Association (A.L. Moor) and airing the difficulties that the secretary had encountered in producing the magazine.¹¹ This strife

Ainsi est née l'organisation qui a officiellement vu le jour l'année suivante. Au cours de cette année, l'influence de l'APO a attiré l'attention des représentants de nombreux organismes nationaux, tels que le Bureau des parcs nationaux. Le Bureau a remarqué que l'Association comptait des membres dans six des neuf provinces canadiennes et a jugé que «si l'Association élargissait ses compétences pour englober les loisirs en général et les parcs nationaux, elle pourrait devenir une intervenante d'importance à laquelle le ministère pourrait bien occasionnellement accorder son attention.»⁴ Le Bureau a manifesté son appui de façon tangible en devenant membre de l'APO⁵ et a fourni un appui moral en diffusant le message du secrétaire-trésorier de l'APO à l'échelle de ses bureaux, à savoir que «d'ici un an, l'Association deviendrait sans doute l'Association des parcs et récréations du Canada.»⁶ Il semble qu'après le congrès de 1944 et la correspondance qui l'a suivi, le mandat de la nouvelle organisation s'est étendu bien au-delà du Québec et de l'Ontario, pour englober le Canada en entier.

Cette transformation n'a pas été immédiatement évidente aux membres possibles de l'Association. Alors que l'APO se préparait à changer de nom et de mission, le secrétaire avait commencé à communiquer avec plusieurs villes des neuf provinces concernant une adhésion possible mais a reçu très peu d'appui. Il croyait que :

«L'échec au niveau du changement du nom et des objectifs de l'Association des parcs de l'Ontario, pour devenir l'Association des parcs et récréations du Canada, et l'absence d'une autre organisation d'envergure nationale dans le domaine, avait eu des résultats négatifs... Si l'organisation devait s'étendre au pays en entier, le secteur d'activités prendrait énormément d'envergure et l'Association posséderait alors le pouvoir que lui conférerait une appellation nationale.»⁷

Les efforts visant à modifier le nom, comme point de départ, ont porté fruit au cours du mois suivant.

L'Association des parcs et récréations du Canada (APRC) a finalement été créée lors du congrès subséquent de l'Association des parcs de l'Ontario, le 10 juillet 1945.⁸ Le premier comité exécutif de l'APRC était formé de Anthony L. Moor, président, S. Ross Allen, de Welland, et Ellroy Lippert, de Kitchener, premier et deuxième vice-présidents, John Oakes, de Niagara Falls, président-sortant (de l'APO) et A.T. Whitaker, secrétaire-trésorier et rédacteur en chef du bulletin *Recreation Review*.⁹ Bien que l'organisation se disait d'envergure nationale et possédait des membres dans différentes provinces, le comité exécutif était quand même formé de gens qui ne représentaient que le sud de l'Ontario.

La transition d'une association provinciale à une association d'envergure nationale s'était déroulée assez rondement, en apparence. En réalité, cette année a été marquée de nombreux conflits au niveau des opérations internes de l'Association. Vers la mi-juin 1945, le secrétaire, A.T. Whitaker, a constaté qu'il commençait à manquer de papier et d'enveloppes.¹⁰ Au mois de décembre 1945, les conflits avaient atteint une telle ampleur que le *Recreation Review* publiait une lettre ouverte du secrétaire, A.T. Whitaker, à tous les membres de la PaRaC (APRC) dénonçant publiquement les gestes du président de l'Association (A.L. Moor) et précisant les problèmes que le secrétaire avait eu à publier ce numéro du bulletin.¹¹ Les conflits n'ont pas échappé aux responsables du Bureau des parcs nationaux. En effet, le directeur du Bureau a même dit, sur réception du *Recreation Review*, «j'ai l'impression que cette organisation ne tardera pas à fermer ses portes.»¹² L'APRC n'a pas fermé ses portes mais a plutôt réglé son problème

was quickly noted by the National Parks Bureau, whose director, upon receiving the magazine, noted that "it looks as though this organization is about to fold."¹² PRAC did not fold, but rather used a classic organizational strategy to solve the problem — it created a new position for the complaining secretary. So, by March 1946, the PRAC letterhead listed A.T. Whitaker as honorary life president, Robert S. Hatley as secretary-treasurer, and George H. Hamilton as editor of *Recreation Review*.¹³ That same letter announced both the new publication of the Association and its distribution: "The Parks and Recreation Association of Canada is commencing the publication of a quarterly — *Recreation Review* — which will be off the press the middle of next week," and that copies of the publication will be sent free "to all men who are engaged in Park or Recreation work in the Dominion of Canada."¹⁴

The new direction of the Association's publication did not go unnoticed by the National Parks Bureau when the comptroller commented to the director that:

I believe that you are aware that there apparently was some trouble in this organization a while back and the former secretary-treasurer, Mr. A.T. Whitaker, who was issuing what I would call an unreadable review, relinquished his position in the Association and apparently now has been made an honorary life president.

Certainly, if we can judge that this is a sample of the kind of publication that will be continued in the future, they have made a vast improvement.¹⁵

Having overcome the first hurdle in its short organizational life, PRAC began the work to expand its membership base by contacting every parks and playgrounds department in Canada, informing them about the Association and sending a complimentary copy of the *Recreation Review* to those departments in cities with a population of over 3,000. PRAC was being promoted as an Association that "will permit an exchange of ideas — ideas which will allow you to make a greater contribution towards the maintenance and expansion of parks and recreation activities in your municipality."¹⁶

In addition to the Association's membership campaign, PRAC began to develop its continuing role as an information broker — gathering information and making it accessible to those who needed it in decision-making. In 1946, John Pearson, who was later appointed as a field worker, began the information gathering by sending a survey to members requesting information about recreation facilities and programs across the

en utilisant une stratégie organisationnelle éprouvée, c'est-à-dire en créant un nouveau poste pour le secrétaire plaignant. En mars 1946, le nom de L.T. Whitaker paraissait sur le papier à en-tête de l'Association à titre de président honorifique à vie, à côté de ceux de Robert S. Hatley, secrétaire-trésorier et de George H. Hamilton, rédacteur en chef de *Recreation Review*.¹³ Cette même lettre annonçait la création et la distribution de la nouvelle publication de l'Association : «L'Association des parcs et récréations du Canada entreprend la publication trimestrielle du *Recreation Review* - qui sera imprimée vers le milieu de la semaine prochaine» - et des copies de la nouvelle publication seront envoyées gratuitement «à tous les hommes qui oeuvrent dans le secteur des parcs et des loisirs au Canada.»¹⁴

La nouvelle direction de la publication de l'Association a retenu l'attention des dirigeants du Bureau des parcs nationaux. Le contrôleur a même dit au directeur:

Je crois que vous savez que cette organisation a éprouvé quelques difficultés dans le passé et que l'ancien secrétaire-trésorier, M. A.T. Whitaker, qui publiait ce que je qualifierais de publication illisible, a démissionné de son poste et a été nommé président honorifique à vie.

Certainement. Si les prochains numéros de ce bulletin ressemblent à ce premier, on pourra alors affirmer que l'Association s'est grandement améliorée.¹⁵

L'APRC, qui venait de surmonter un obstacle de taille au cours de sa courte existence, a entrepris le recrutement de membres en communiquant avec tous les services de parcs et de terrains de jeu au Canada pour les renseigner sur l'Association et a envoyé un exemplaire gratuit de *Recreation Review* aux municipalités qui comptaient plus de 3 000 habitants. L'APRC était présentée comme une organisation qui «favorisait le partage d'idées qui vous permettront de faire une importante contribution envers le maintien et l'expansion des activités de loisirs dans votre municipalité.»¹⁶

Outre cette campagne de recrutement, l'APRC a entrepris son rôle permanent de courtier en information en recueillant des renseignements et en les rendant accessibles à ceux qui en avaient besoin pour prendre des décisions éclairées. En 1946, John Pearson, qui deviendrait plus tard représentant sur le terrain, a commencé à recueillir de l'information en envoyant un questionnaire à tous les membres, leur demandant des renseignements sur les programmes et les installations de loisirs partout au pays. Il a aussi organisé un voyage promotionnel à l'échelle du Canada pour faire la publicité de l'APRC et recruter des membres pour l'Association. L'APRC tentait de créer un «vaste programme de loisirs d'envergure nationale» pour lequel on sollicitait des dons de la part des individus et des industries.¹⁷

125 Delegates Attend First Parks Congress

Today the approximately 125 delegates attending the first national congress of the Parks and Recreation Association of Canada, which goes into the second of its four-day convention here, will hear panel discussions on parks and horticulture in the ballroom of the Mount Royal Hotel.

Discussions on playgrounds and recreation will follow and speakers on both occasions will be H. Teuscher, curator of the Montreal Botanical Gardens; R. E. Cudmore, assistant technical director, Fertilization Division, Canadian Industries Limited; C. E. Chambers, Parks Commissioner of Toro; E. Orlick, M.A., athletic director of McGill University; W. Bowie, Parks and Playgrounds Association, Montreal; Miss B. Graham, of the City's Parks Department, and E. McEwans, secretary of the Recreational Division, Canadian Welfare Council.

Tonight delegates will attend a symphonic concert on Mount Royal.

Tomorrow J. Pearson, Director of the Brantford Recreation Department, will address delegates and after lunch a tour of the city will be followed by cocktails and buffet.

Thursday officers of the Association will be elected, and Mayor Camillien Houde will preside at a late luncheon.

The Herald, Montréal, Tuesday, July 2, 1946

country. He also planned a trip across Canada to publicize PRAC and to promote membership in the Association. PRAC was attempting to develop a "broad national recreation program" which was linked to an appeal for donations from individuals and industries.¹⁷

PRAC's role as a facilitator of cooperation among agencies involved in recreation began in its second year of operation, when the executive committee of the Association hosted a reception and a round table discussion about recreation at the Chateau Laurier in Ottawa. The round table discussion addressed the future of the recreation movement in Canada, and the need for cooperation involving PRAC and other organizations and agencies. Representatives of the National Parks Bureau, the National Physical Fitness Division, the National Film Society, the Adult Education Association, the Canadian Council for Citizenship, the Toronto Reconstruction Council, the Canadian Welfare Council, the National Parks Association, and the YMCA attended. Those present appeared to reach consensus and "joined in expressing the need for stronger development of a Canadian recreation program."¹⁸

These efforts to develop a national recreation program could not carry on without financial support from a broad base. However, an attempt to appeal to federal agencies for funds was not successful, even though the National Parks Bureau indicated that they were "ready to co-operate in any way possible in the encouragement of recreational facilities for the people of Canada."¹⁹ Apparently cooperation had its limits.

The call for cooperation that came out of the 1946 round table was not universally accepted by all leaders in recreation and education in Canada. One vocal, published critic of PRAC was William Bowie, executive director of the Montreal Parks and Playgrounds Association and former chair of the Recreation Division of the Canadian Welfare Council. In his words of criticism he decried that "the national situation as far as recreation is concerned presents a sorry picture."²⁰ While he called for cooperation, he described the National Physical Fitness Department as "leaderless," he praised the Canadian Welfare Council, and he considered that CAHPER was really limited to physical education. However, he saved his harshest criticism for the former Ontario Parks Association:

We have the recently formed Parks and Recreation Association of Canada which two years ago was known as the Ontario Parks Association. Here we have the Province of Ontario hugging isolationism to its bosom as far as participation in the National Physical Fitness Act is concerned, and on the other hand without rhyme or reason suddenly stretching its arms and embracing the whole country with the transfer of the Ontario Parks Association to the Parks and Recreation Association of Canada.²¹

While his interpretation of the events and the players may have been skewed, he believed fervently in the need for coordination in the recreation field, as he noted in a letter to Doris Plewes, Assistant

L'APRC s'est mise à faciliter la collaboration entre les organismes dans le domaine des loisirs au cours de sa deuxième année d'existence, lorsque le comité exécutif de l'Association a organisé une réception et une table ronde sur les loisirs au Château Laurier, à Ottawa. La table ronde a porté sur l'avenir du mouvement des loisirs au Canada et le besoin de collaboration entre l'APRC et les autres organisations et organismes. Elle réunissait des représentants du Bureau des parcs nationaux, de la Division de la condition physique nationale, de la Société nationale des films, de l'Association de l'éducation des adultes, du Conseil canadien de la citoyenneté, du Conseil de reconstruction de Toronto, du Conseil canadien sur le bien-être, de l'Association des parcs nationaux et du YMCA. Les personnes présentes ont formé un consensus et «se sont unies pour exprimer la nécessité de développer un programme de loisirs canadien solide.»¹⁸

Ces efforts visant à créer un programme de loisirs national exigeraient l'appui financier d'un grand bassin de sources. La sollicitation de fonds auprès des organismes fédéraux a échoué malgré les affirmations du Bureau des parcs nationaux qui disait «être prêt à collaborer de toutes les façons possibles à l'encouragement de l'établissement d'installations de loisirs pour les citoyens du Canada.»¹⁹ Il faut croire que la collaboration avait ses limites.

L'appel à la collaboration lancé lors de la table ronde de 1946 n'a pas reçu l'appui universel de tous les chefs de file des loisirs et de l'éducation au Canada. Un des critiques de l'APRC, William Bowie, directeur administratif de l'Association des parcs et terrains de jeux de Montréal et ancien président de la division des loisirs du Conseil canadien sur le bien-être, a vu ses propos publiés. Il a dit que «la situation nationale en matière de loisirs était bien triste.»²⁰ Bien qu'il prônait la collaboration, il a décrit le ministère de la Condition physique nationale comme «sans chef», il a chanté les louanges du Conseil canadien sur le bien-être et a considéré que l'ACSEPL n'avait compétence qu'en éducation physique. Il a réservé ses critiques les plus acerbes pour l'ancienne Association des parcs de l'Ontario :

Nous venons de créer l'Association des parcs et récréations du Canada, qui, il y a deux ans à peine, portait le nom d'Association des parcs de l'Ontario. La province de l'Ontario, qui favorise l'isolation en ce qui concerne la Loi nationale sur la condition physique, n'hésite toutefois pas à tendre la main et ouvrir grandes ses portes à tout le pays en changeant l'appellation de l'Association des parcs de l'Ontario à l'Association des parcs et récréations du Canada.²¹

Bien que son interprétation des intervenants et des événements ait été biaisée, il croyait fermement à la nécessité de coordonner le secteur des loisirs, comme il l'a mentionné dans une lettre à Doris Plewes, directrice adjointe du programme national de condition physique :

Il y a trop de manoeuvres pour se placer avantageusement, trop d'insistance de la part de toutes les organisations nationales dans le domaine des loisirs qui disent être la seule organisation d'envergure nationale. La situation demeurera dans cet état chaotique tant que nous n'accepterons pas de nous submerger pour le bien de tous.²²

La réponse de M^{me} Plewes, qui disait que le Conseil national de la condition physique et le Conseil canadien sur le bien-être travaillaient ensemble, sans mentionner le nom de l'APRC, a fourni un indice de l'image qu'avait l'Association des parcs et récréations.²³

Director of the National Physical Fitness program:

There is too much jockeying for position; too much insistence on the part of all national organizations in the leisure-time field to be the one and only national organization and until we are willing to submerge for the common good, we will continue to flounder around.²²

Dr. Plewes' response may give an inkling of the profile of the Parks and Recreation Association when she noted that the National Council on Physical Fitness and the Canadian Welfare Council were working together, with no mention of PRAC.²³

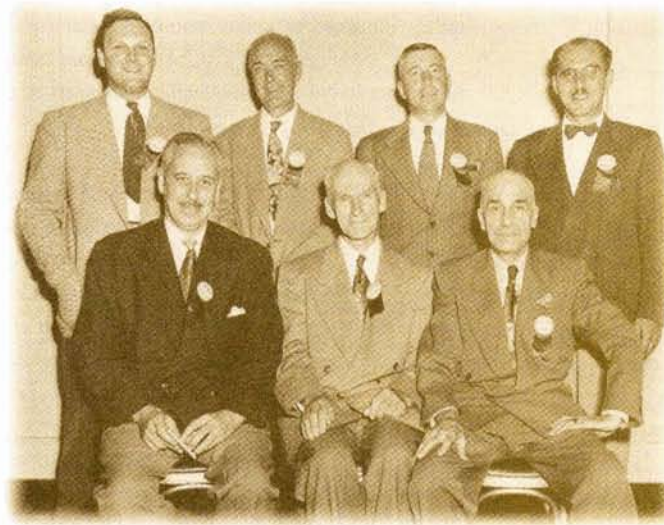
Throughout 1947, the Association continued its efforts to position PRAC as one of the leading organizations for recreation in Canada. At its annual meeting, John Pearson was formally appointed as field worker for the Association. The Association expanded its structure by establishing six permanent working committees: convention, parks problems, recreation problems, editorial advisory, national parks development, and provincial parks and recreation. PRAC also agreed to send a delegate to a meeting "with representatives of other national organizations interested in different forms of recreation," and resolved "that this Association be prepared to share in giving leadership for larger and wider services to Canadian people."²⁴

The perception of PRAC that comes out of the 1947 annual meeting is one of a central Canadian, male-dominated organization. At the annual meeting, the nominating committee developed a slate of executive officers who were "all located within easy reach for the important meetings that must be held."²⁵ So even though PRAC's name gave the illusion of it being a national organization, the decision-making group was still based in central Canada. While the organization had noted that "the executive did not have the benefit of women members,"²⁶ the Association had very few women members at all. The letter written to Dr. Doris Plewes after her presentation at the 1947 convention notes that situation in the "compliment" paid to her by the chairman of the programme committee:

I don't feel that I have to tell you that you made a very good impression at our Convention in three specific ways, as a representative of national government, as an

Les représentants de l'Association ont poursuivi leurs efforts visant à positionner l'APRC comme l'organisation dirigeante des loisirs au Canada tout au long de 1947. John Pearson a été officiellement nommé représentant sur le terrain lors de l'assemblée annuelle de l'Association. L'Association a élargi sa structure en créant six comités permanents : le comité du congrès, le comité des problèmes dans les parcs, le comité des problèmes dans les loisirs, le comité consultatif de rédaction, le comité de développement des parcs nationaux et le comité des parcs provinciaux et des loisirs. L'APRC a également accepté d'envoyer un délégué à une réunion «de représentants d'autres organisations nationales intéressées aux diverses formes de loisirs» et a adopté une résolution à l'effet que «cette Association est prête à partager son rôle de dirigeante pour offrir une plus vaste gamme de services au peuple canadien.»²⁴

À l'assemblée annuelle de 1947, on a nettement senti que l'APRC était une association canadienne centralisée dominée par des hommes. Au cours de l'assemblée, le comité de mise en candidature a présenté une liste des candidats aux postes de membres du comité exécutif qui «habitaient tous à proximité les uns des autres pour faciliter les réunions qui s'imposeraient.»²⁵ Bien que le nom de l'APRC laissait croire que l'Association était d'envergure nationale, les décisionnaires étaient toujours regroupés au milieu du pays. Certains membres avaient remarqué que «le comité exécutif ne comptait pas de femmes membres»²⁶, mais il faut dire que l'Association comme telle comptait très peu de femmes membres. La lettre écrite à M^{me} Doris Plewes, après sa présentation au congrès de 1947, fait état de cette situation, dans le «compliment» que lui a fait le président du comité du programme :



Executive members in 1950-51. Left to right, in the front row are: R.S. Hatley, Toronto; P. Hill, Galt; P. Allard, Montréal. In the back row: E.S. Kennedy, Oakville; H.L. Gray, St. Catharines; W. Oakes, Toronto; J.A. Dulude, Ottawa.
Membres du comité exécutif de 1950-1951. De gauche à droite, rangée avant : R.S. Hatley, Toronto; P. Hill, Galt; P. Allard, Montréal. Rangée arrière : E.S. Kennedy, Oakville; H.L. Gray, St. Catharines; W. Oakes, Toronto; J.A. Dulude, Ottawa.

Il est inutile de vous dire que vous avez fait très bonne impression à trois points de vue lors de notre congrès, d'abord à titre de représentante du gouvernement national, ensuite comme interprète du rôle du gouvernement dans le domaine des parcs et des loisirs et, enfin, comme femme au milieu d'hommes possédant des idées mitigées sur le sujet. Comme je n'ai pas l'habitude de faire des compliments, veuillez considérer mes propos comme une observation polie.²⁷

C'est au cours du congrès et de l'assemblée annuelle de 1947 qu'il a été décidé de conclure un contrat avec les Publications J.H. Clarke

pour la publication, en collaboration avec le comité consultatif de rédaction²⁸ de la publication du nouveau bulletin de l'APRC intitulé *Canadian Parks and Recreation*. Le premier numéro de *Canadian Parks and Recreation* précisait qu'il s'agissait du «Journal officiel de l'Association des parcs et récréations du Canada» offrant de l'information sur les «parcs, les terrains de jeu, les centres de loisirs, la formation en éducation, la promotion de la nature, l'éducation sur la

interpreter of the function of government in the Parks and Recreation field, and finally, as a woman in the midst of men with mixed ideas on the subject. Since I am not given to being complimentary, please don't take this as anything but an honest observation.²⁷

That same convention and annual meeting in 1947 resulted in a decision to enter into an agreement with J.H. Clarke Publications Limited for the publication of PRAC's magazine, now to be called *Canadian Parks and Recreation*, with aid from the Association's Editorial Advisory Board.²⁸ The inaugural issue of *Canadian Parks and Recreation* announced that it was the "Official Journal of the Parks and Recreation Association of Canada" with information about "parks, playgrounds, recreation centres, educational training, nature promotion, health education and horticulture."²⁹ The first issue met with favour, at least at the National Parks Bureau, whose letter of congratulations described it as being "attractive, [and] well produced."³⁰

PRAC's role on the national scene was evolving. As with all evolutionary processes, it was not without stresses, strains and difficulties, as forces in the external environment impacted upon the organization. PRAC was but one of several groups which were promoting the development of recreation in Canada. Others included the National Council on Physical Fitness, the Canadian Welfare Council, and the Canadian Recreation Congress.

The National Council on Physical Fitness had been established through the 1943 National Physical Fitness Act.³¹ The Council's broad mandate included recreation under the broad umbrella of responsibility to "encourage, develop and correlate all activities relating to the physical development of the people through sports, activities and other similar pursuits."³² One of the first cooperative exercises of the young PRAC organization was to conduct A Survey of Recreation in Canadian Communities in conjunction with the Council and the Canadian Federation of Mayors and Municipalities.³³ The survey resulted in the Survey of Recreation published in 1951 by the Fitness Division of the national Department of Health and Welfare.³⁴ This first cooperative effort by PRAC was a success.

The Canadian Welfare Council's Recreation Division advocated the development of recreation services. Through the Division's staff person, Ernie McEwan, the Division was able to prepare and distribute publications, provide consultative field services, and engage in public education.³⁵ These were all services that PRAC was also interested in providing, but it did not have the staff to do so. It does appear that PRAC and the Canadian Welfare Council were coexisting peacefully during the late 1940's.

The same cannot be said of PRAC's dealings with the organization formed to organize and put on the 1949 Canadian Recreation Congress, which was billed as "The Conference of Conferences for Recreation."³⁶ This conference grew out of discussions initiated by the Honourable Paul Martin, Minister of Health and Welfare at the

santé et l'horticulture."²⁹ Le premier numéro a été accueilli favorablement, du moins par le Bureau des parcs nationaux, qui, dans sa lettre de félicitations, a qualifié la nouvelle publication d'«attrayante [et] bien produite.»³⁰

Le rôle de l'APRC avait commencé à changer à l'échelle nationale. L'Association subissait le stress et éprouvait des difficultés face à son environnement extérieur, comme toute organisation en évolution. L'APRC n'était qu'un groupe parmi tant d'autres, dont le Conseil national sur la condition physique, le Conseil canadien sur le bien-être et le Congrès canadien des loisirs, qui faisaient la promotion du développement des loisirs au Canada.

Le Conseil national sur la condition physique a été créé dans le cadre de la Loi sur la condition physique³¹ de 1943. Le vaste mandat du Conseil et son rôle qui consistait à «encourager, développer et à mettre en corrélation toutes les activités reliées au développement physique des gens par le biais des sports, des activités et autres poursuites de même nature»³² comprenaient aussi les loisirs. Un des premiers exercices de collaboration de la jeune APRC a été de mener un Sondage sur les loisirs dans les municipalités canadiennes avec la Fédération canadienne des maires de municipalités³³. Cet exercice a donné lieu au Sondage sur les loisirs publié en 1951 par la division du ministère national de la Santé et du Bien-être.³⁴ Le premier effort de collaboration de l'APRC a été un succès.

La Division des loisirs du Conseil canadien sur le bien-être encourageait la création de services de loisirs. Grâce à Ernie McEwan, un employé de la Division, cette dernière a été en mesure de préparer et de distribuer des publications, offrir des services consultatifs sur le terrain et assurer l'éducation du public.³⁵ Il s'agissait de services que l'APRC désirait offrir mais qu'elle ne pouvait diffuser, faute de personnel. L'APRC et le Conseil canadien sur le bien-être semblaient coexister de façon pacifique vers la fin des années 1940.

Il n'en était pas de même entre l'APRC et l'organisation créée pour organiser et présenter le Congrès canadien des loisirs de 1949 qui a été appelé «le congrès des congrès dans le domaine des loisirs.»³⁶ Ce congrès a été le fruit des discussions entreprises par l'honorable Paul Martin, ministre de la Santé et du Bien-être, lors d'une réunion à laquelle l'APRC avait accepté d'envoyer un délégué.³⁷ Il semble que l'APRC s'est montrée «réfractaire à appuyer officiellement le plan»³⁸ dès les premières discussions. Les conflits se sont multipliés lorsque le Conseil des parcs de Winnipeg a invité l'APRC à présenter son congrès de 1949 à Winnipeg, créant ainsi des problèmes pour les organisateurs du Congrès sur les loisirs.³⁹ Les organisateurs du Congrès sur les loisirs s'interrogeaient sur les motifs de ce dédoublement et se demandaient s'il s'agissait d'un affront volontaire à l'égard des organisateurs du Congrès ou d'un manque de communication.⁴⁰ Il ne faisait aucun doute que toutes ces difficultés étaient causées par une lutte de pouvoir. Un des coprésidents du Congrès canadien sur les loisirs, Charles E. Hendry, professeur de sciences sociales à l'Université de Toronto, a énoncé son opinion comme suit, d'abord dans une lettre à l'autre coprésident, qui représentait le Comité consultatif canadien sur la formation du ministère fédéral de la Main-d'oeuvre et ensuite au ministre de la Santé et du Bien-être :

«... nous devons prendre des mesures catégoriques pour éviter à tout prix toute situation qui pourrait miner ou nuire à l'efficacité du congrès.»⁴¹

Je crois que le Congrès canadien sur les loisirs devrait contrôler tout l'hébergement pendant le congrès et que les organisations qui

meeting to which PRAC had agreed to send a delegate.³⁷ Even at the early stages of discussions, PRAC reportedly was "quite reluctant to give formal support to the plan."³⁸ Conflicts continued to arise as PRAC was invited by the Winnipeg Parks Board to hold its 1949 convention in Winnipeg, causing difficulties with the organizers of the Recreation Congress.³⁹ These latter organizers were puzzled about the motives behind this duplication, wondering if it was "either an intentional slight to the Congress or a crossing of wires somewhere."⁴⁰ The issue of control was certainly at the heart of this difficulty. One of the co-presidents of the Canadian Recreation Congress, Charles E. Hendry, professor of Social Work at the University of Toronto, articulated his views as follows, first in a letter to the other co-president who was associated with the Canadian Training Advisory Council of the federal Department of Labour, and then to the deputy minister of Health and Welfare:

... we must take decisive action to make very clear that any separate arrangement that might conceivably embarrass or endanger the effectiveness of the Conference [Congress] is to be avoided at all costs.⁴¹

I believe that the Canadian Recreation Congress should be in a position to control all accommodation during the period of the Congress meeting, and that all co-operating organizations should handle their requirements through a central Congress office. Only in this way can we avoid serious complications.⁴²

These are certainly the views of an organizer who felt slighted by PRAC's efforts to go its own way. For its part, PRAC feared that a new organization would be formed which "would tend to again separate the parks men from the recreation men and in effect 'scuttle' our Association."⁴³ The Congress was moved from Winnipeg to Montreal and was eventually "postponed indefinitely" because of difficulties about the scope of the Congress, and most importantly, with fundraising.⁴⁴

What was PRAC's role in this indefinite postponement? It apparently had not been a supporter. The list of 21 organizations

collaborent au projet fassent leurs réservations par l'entremise du bureau central du congrès. C'est la seule façon d'éviter les complications graves.⁴²

Voilà l'opinion d'un des organisateurs qui se sentait offensé par les efforts d'indépendance de l'APRC. L'APRC, pour sa part, craignait la création d'une nouvelle organisation «qui tenterait de séparer les gens des parcs des gens des loisirs afin de «saborder» notre Association.»⁴³ Le congrès a été déplacé de

Winnipeg à Montréal et a finalement été «remis à une date ultérieure» à cause de difficultés concernant l'ampleur du congrès et, surtout, la levée de fonds.⁴⁴

Quel a été le rôle de l'APRC dans cette remise du congrès? Il ne semble pas qu'elle l'ait appuyée. La liste des 21 organisations qui devaient participer au Congrès canadien sur les loisirs comprenait plusieurs organisations du domaine des loisirs au Canada. L'APRC brille par son absence.⁴⁵ En ne donnant pas son appui, l'APRC est devenue

une concurrente du Congrès canadien sur les loisirs. Les loisirs prenaient de plus en plus d'importance au Canada. L'APRC pourrait-elle survivre?

Les efforts portant sur la mission de l'APRC comme représentante des loisirs au Canada allaient bon train. En effet, le fait saillant de 1949 a été la présentation d'un document de position à l'honorable Paul Martin, ministre national de la Santé et du Bien-être, accompagné de renseignements généraux sur l'APRC, les loisirs et les parcs, une liste des organisations avec lesquelles l'APRC collaborait et six recommandations : la demande d'une subvention annuelle, un représentant au sein du Conseil national sur la condition physique, l'aide d'un conseiller pour la planification et la conception, de l'aide pour la recherche sur l'entretien des installations, de l'aide pour construire et rénover des installations, et la production d'un film qui «donnerait les grandes lignes des principes de base pour la mise sur pied et la gestion d'un service des loisirs municipaux solide.»⁴⁶ Le document a retenu l'attention des médias et a fait l'objet d'un reportage dans le *Ottawa Journal* et le *Ottawa Citizen*.⁴⁷ Prévoyant de plusieurs décennies les contraintes financières qui caractériseraient les années 1990, le *Ottawa Journal* a publié un éditorial cinglant intitulé «With Their Hands Out» (La main tendue) peu après la parution du document. L'éditorial disait :

Toutes les organisations et les institutions défendant une noble cause viennent un jour ou l'autre demander de l'argent au gouvernement



The head table at the first annual banquet in the Mount Royal Hotel, Montreal, 1946. In the centre (behind the microphone) is first president A.L. Moor, Windsor. Immediately to the left is Camillien Houde, the controversial mayor of Montreal. La table d'honneur au premier banquet annuel à l'hôtel Mount Royal, Montréal, en 1946. Au centre (derrière le microphone), A.L. Moor, Windsor, premier président. À sa gauche, Camillien Houde, maire controversé de Montréal.

that had been part of the Canadian Recreation Congress included a broad spectrum of those involved in recreation in Canada, with PRAC being conspicuous by its absence.⁴⁵ As a non-supporter, PRAC became a competitor to the Canadian Recreation Congress. Recreation in Canada was evolving — would PRAC be one of the fit, one of the survivors?

Work on PRAC's mission to represent recreation in Canada continued. In this regard, the highlight of 1949 was the presentation of a brief to the Honourable Paul Martin, Minister of National Health and Welfare, with background information about PRAC, recreation, parks, a list of organizations with which PRAC cooperated, and six recommendations: requesting an annual grant, a representative on the National Council on Physical Fitness, consultant assistance in planning and design, facilities maintenance research assistance, assistance for constructing and remodelling facilities, and the production of a film "which will outline the basic principles on which a sound municipal recreational service is organized and administered."⁴⁶ The brief did not go unnoticed by the press, with reports in both the *Ottawa Journal* and the *Ottawa Citizen*.⁴⁷ Predating the fiscal restraint of the 1990's by several decades, the *Ottawa Journal* soon contained a scathing editorial titled "With Their Hands Out," noting that

it's an odd day that does not see some high-minded association or institution coming to the Federal treasury asking for money. It is as though the Government had bottomless wealth at its disposal — and as though there were no such thing as taxes... We need to get away from the notion that the Government should play rich uncle to every worthy cause and movement... We need to realize that the Government has no money of its own — that every cent it gives away it has first to extract from a taxpayer's pocket.⁴⁸

By 1950, the Parks and Recreation Association of Canada was still that in name only — it had much work to do both to integrate its two halves and to increase its membership Canada-wide. At the 1950 Convention, much of the program included separate sections for the "parks men" and the "recreation men" — they were not together.⁴⁹ And the membership needed to be expanded Canada-wide. Thus, the 1950 annual meeting approved the recommendations of the membership chairman that in order to expand membership, three steps should be taken:

- (1) the provinces be divided into districts, and two representatives be appointed to solicit memberships in each;
- (2) a representative in each province hold several meetings each year to discuss local problems; and
- (3) there be representation by province on the executive — finances permitting.⁵⁰

fédéral. C'est comme si les coffres du gouvernement étaient sans fond et que personne n'avait jamais entendu parler d'impôts... Il est faux de croire que le gouvernement est un parent riche qui n'a rien de mieux à faire avec son argent que de contribuer à tous les projets et toutes les causes nobles... Nous devons accepter le fait que le gouvernement ne possède aucune fortune personnelle et que toutes les sommes qu'il accorde viennent des poches des contribuables.⁴⁸

En 1950, l'Association des parcs et loisirs du Canada n'avait encore de l'association nationale que le nom. Elle avait fort à faire pour intégrer ses deux composantes et augmenter son bassin de membres au Canada. Une grande part du programme du congrès de 1950 s'adressait séparément aux gens des parcs et aux gens des loisirs. Ils n'étaient jamais réunis sous une même appellation.⁴⁹ L'Association se devait également d'augmenter ses effectifs à l'échelle du pays. Les participants à l'assemblée générale de 1950 ont donc approuvé les recommandations du président du comité d'adhésion sur les trois étapes nécessaires à l'augmentation du bassin de membres :

- (1) Que les provinces soient divisées en districts et que deux représentants soient nommés dans chacun des districts pour solliciter l'adhésion.
- (2) Que le représentant de chacune des provinces organise plusieurs réunions par année pour discuter de problèmes locaux.
- (3) Que toutes les provinces soient représentées au sein du comité exécutif, si la situation financière le permet.⁵⁰

Très peu de progrès avait été accomplis tant du côté de l'adhésion que de la répartition géographique au début de 1951. L'Association fonctionnait surtout en anglais. Elle comptait 52 organismes de langue anglaise (37 en Ontario, quatre au Québec, quatre au Manitoba, trois en Alberta, deux en Saskatchewan, une en Nouvelle-Écosse, une en Colombie-Britannique), deux organisations de langue française (toutes deux au Québec) et trois organisations bilingues (une en Ontario et deux au Québec). L'APRC était toujours une organisation centralisée ne possédant aucun membre au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard ou à Terre-Neuve.⁵¹ Les changements constitutionnels de 1951 confirmaient l'intention de l'Association d'élargir la portée de l'organisation à l'extérieur de l'Ontario et des praticiens des parcs et des loisirs. L'Association a donc adopté un système qui demeurerait en vigueur pendant 13 ans en modifiant sa constitution pour y inclure cinq vice-présidents régionaux représentant les provinces de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, le Manitoba et la Saskatchewan et enfin l'Alberta, la Colombie-Britannique, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. La modification prévoyait également la nomination de deux non-initiés au sein du comité exécutif. Les femmes ont enfin eu accès au comité exécutif, par le biais de ces deux postes, comme l'a expliqué Drysdale.⁵²

Le nombre de membres n'était pas représentatif du caractère national de l'Association. L'APRC était, en grande partie, traitée avec respect sur la scène nationale et elle a été invitée à envoyer des représentants à la réunion organisée par l'honorable Paul Martin, ministre national de la Santé et du Bien-être, au mois de septembre 1947.⁵³ L'année 1951 a marqué le début d'une correspondance sur les relations avec l'ACSEPL qui durerait deux décennies.⁵⁴

By early 1951, there was little sign of progress in either numbers or geographic distribution. The Association was operating primarily in English, with 52 agencies listed as English (37 in Ontario, four in Quebec, four in Manitoba, three in Alberta, two in Saskatchewan, one in Nova Scotia, one in British Columbia), two agencies listed as French (both in Quebec), and three agencies listed as English and French (one in Ontario and two in Quebec). PRAC was still a central Canadian organization with no members in New Brunswick, P.E.I. or Newfoundland.⁵¹ Constitutional changes in 1951 reflected the desire to expand the Association's base outside Ontario and outside parks and recreation practitioners. Setting in place a system that remained for 15 years, the Association revised its constitution to include five regional vice-presidents representing the Atlantic provinces, Quebec, Ontario, Manitoba and Saskatchewan, and Alberta, B.C., the Yukon and Northwest Territories. The revisions also added two lay persons to the executive, and as noted by Drysdale, in 1951, finally women were added to the executive through these latter two positions.⁵²

The membership numbers do not represent the national stature of the Association. PRAC was, for the most part, treated with respect on the national front and was invited to send representation to a meeting called by the Minister of National Health and Welfare, the Honourable Paul Martin as early as September 1947.⁵³ By 1951, the beginning of almost two decades of correspondence began concerning relationships with CAHPER.⁵⁴

What did parks and recreation leaders have after seven years of discussion? They had an association that promised to serve Canada. They had a membership that was still central Canadian-based, but which was attempting to become broader. They had an association that was part of national level discussions, but was not the representative of recreation and parks interests in Canada. They had an association whose executive included practitioners and lay people working in recreation and parks. They had the beginning.

Qu'est-ce que ces sept années de discussions avaient donné aux chefs de file du domaine des parcs et des loisirs? Ils possédaient une organisation qui promettait de desservir le Canada. Ils comptaient des membres qui étaient tous regroupés au milieu du Canada et tentaient toujours d'élargir leur bassin de membres. Ils possédaient une association qui participait aux discussions à l'échelle nationale mais qui n'était pas la seule organisation représentant les intérêts des parcs et des loisirs au Canada. Ils possédaient une association dont le comité exécutif était formé de praticiens et de non-initiés du domaine des parcs et des loisirs. Ils possédaient la base.

Notes de fin de document

¹ NAC, RG84, Vol. 171, Dossier U125-17 pt. 1, 6 janvier 1944, Note de service à R.A. Gibson sur les recommandations de l'APO concernant le programme de reconstruction d'après-guerre.

² «Avis de motion», Bulletin de l'Association des parcs de l'Ontario (mi-juillet 1944):24.

³ «Avis de motion», Bulletin de l'Association des parcs de l'Ontario (mi-juillet 1944):23.

⁴ NAC, RG84, Vol. 171, Dossier U125-17 pt. 1, 17 juillet 1944, Lettre de A.T. Whitaker au très honorable W.L.M. King, et 17 juillet 1944, Note de service de R.J. Stead à R.A. Gibson.

⁵ NAC, RG84, Vol. 171, Dossier U125-17 pt. 1, 31 août 1944, Lettre de R.J. Stead à A.T. Whitaker.

⁶ NAC, RG84, Vol. 171, Dossier U125-17 pt. 1, 22 août 1944, Note de service de W.C. Bethune, Secrétaire privé adjoint, bureau du ministre au sous-ministre.

⁷ Bulletin de l'Association des parcs de l'Ontario (mi-juin 1945): 5.

⁸ Les lettres patentes ont été émises en 1947.

⁹ NAC, RG84, Vol. 171, Dossier U125-17 pt. 1, Papier à en-tête de l'APRC.

¹⁰ Bulletin de l'Association des parcs de l'Ontario (mi-juin 1945): 8.

¹¹ Recreation Review (1 décembre 1945): 1-3.

¹² NAC, RG84, Vol. 171, Dossier U125-17 pt. 1, 3 décembre 1945.

¹³ NAC, RG84, Vol. 171, Dossier U125-17 pt. 1, 16 mars 1946, Lettre de George Hamilton, rédacteur en chef de Recreation Review, à R.A. Gibson.

¹⁴ NAC, RG84, Vol. 171, Dossier U125-17 pt. 1, 16 mars 1946, Lettre de George Hamilton, rédacteur en chef de Recreation Review, à R.A. Gibson.

¹⁵ NAC, RG84, Vol. 171, Dossier U125-17 pt. 1, 28 mars 1946.

¹⁶ NAC, RG84, Vol. 171, Dossier U125-17 pt. 1, mars 1946, Lettre circulaire de R.S. Hatley, secrétaire-trésorier de l'APRC.

¹⁷ A.C. Drysdale, «Twenty-Five Years of Unity», Récréation Canada 28 (août 1970):20.

¹⁸ «Greater Program in Canada Urged», Ottawa Citizen, 9 décembre 1946.

End Notes

¹ NAC, RG 84, Vol 171, File U125-17 pt. 1, 6 January 1944, memorandum to R.A. Gibson, regarding the Recommendations of the OPA for the Post-War Reconstruction Programme.

² "Notice of Motion," Ontario Parks Association Bulletin (mid-July 1944):24.

³ "Notice of Motion," Ontario Parks Association Bulletin (mid-July 1944):23.

End Notes

- ⁴ NAC, RG 84, Vol 171, File U125-17 pt. 1, 17 July 1944, letter A.T. Whitaker to Rt. Hon. W.L.M. King; and 17 July 1944, memorandum R.J. Stead to R.A. Gibson.
- ⁵ NAC, RG 84, Vol 171, File U125-17 pt. 1, 31 August 1944, letter R.J. Stead to A.T. Whitaker.
- ⁶ NCA, RG 84, Vol 171, File U125-17 pt. 1, 22 August 1944, memorandum W.C. Bethune, Assistant Private Secretary, Minister's Office to Deputy Minister.
- ⁷ Ontario Parks Association Bulletin (mid June 1945); 5.
- ⁸ The letters patent were issued in 1947.
- ⁹ NAC, RG84, Vol 171, File U125-17, pt. 1, PRAC letterhead.
- ¹⁰ Ontario Parks Association Bulletin (mid June 1945): 8.
- ¹¹ Recreation Review (1 December 1945): 1-3.
- ¹² NAC, RG84, Vol. 171, File U125-17 pt. 1, 3 December 1945.
- ¹³ NAC, RG84, Vol. 171, File U125-17 pt.1, 16 March 1946, letter George Hamilton, Editor Recreation Review to R.A. Gibson.
- ¹⁴ NAC, RG84, Vol. 171, File U125-17 pt. 1, 16 March 1946, letter George Hamilton, Editor Recreation Review to R.A. Gibson.
- ¹⁵ NAC, RG84, Vol. 171, File U125-17 pt. 1, 28 March 1946.
- ¹⁶ NAC, RG84, Vol 171, File U125-17 pt. 1, March 1946, form letter from R.S. Hatley, secretary-treasurer of P.R.A.C.
- ¹⁷ A.C. Drysdale, "Twenty-Five Years of Unity," Recreation Canada 28 (August 1970):20.
- ¹⁸ "Greater Program in Canada Urged," Ottawa Citizen, 9 December 1946.
- ¹⁹ NAC, RG84, Vol. 171, File U125-17 pt. 1, 10 January 1947, letter W.J.F. Pratt to R.S. Hatley.
- ²⁰ "Statement re: National Recreation by One of the Leaders in the Field," Bulletin of the Canadian Association for Health, Physical Education and Recreation 14 (February 1947): 1.
- ²¹ "Statement" p. 1.
- ²² NAC, RG29, Vol. 179, File 292-5-7, 4 March 1947.
- ²³ NAC, RG29, Vol. 179, File 292-5-7, 5 March 1947.
- ²⁴ PRAC, Minutes of the Annual Meeting, 13 September 1947, p.4.
- ²⁵ PRAC, Minutes of the Annual Meeting, 13 September 1947, pp. 5-6.
- ²⁶ A.C. Drysdale, "Twenty-Five Years of Unity," Recreation Canada 28 (August 1970):20.
- ²⁷ NAC, RG29, Vol. 179, File 292-5-7, 16 September 1947.

Notes de fin de document

- ¹⁹ NAC, RG84, Vol. 171, Dossier U125-17 pt. 1, 10 janvier 1947, Lettre de W.J.F. Pratt à R.S. Hatley.
- ²⁰ Énoncé sur les loisirs à l'échelle nationale par un des plus grands noms de l'industrie, Bulletin de l'Association canadienne pour la santé, l'éducation physique et le loisir 14 (février 1947): 1.
- ²¹ «Énoncé», p. 1.
- ²² NAC, RG29, Vol. 179, Dossier 292-5-7, 4 mars 1947.
- ²³ NAC, RG29, Vol. 179, Dossier 292-5-7, 5 mars 1947.
- ²⁴ APRC, Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle, 13 septembre 1947, page 4.
- ²⁵ APRC, Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle, 13 septembre 1947, pp. 5-6.
- ²⁶ A.C. Drysdale, «Twenty-Five Years of Unity», Récréation Canada 28 (août 1970): 20.
- ²⁷ NAC, RG29, Vol. 179, Dossier 292-5-7, 16 septembre 1947.
- ²⁸ NAC, RG29, Vol. 179, Dossier 292-5-7, 22 septembre 1947, Lettre de Publications J.W. Clarke Limitée à M^{me} Doris Plewes, et APRC, Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle, 13 septembre 1947, page 3.
- ²⁹ Canadian Parks and Recreation 1 (novembre 1947): page couverture.
- ³⁰ NAC, RG84, Vol. 171, Dossier U125-17 pt. 1, 18 novembre 1947, Lettre de H.S. Robinson à A.M. Johnstone de Publications J.H. Clarke, Inc.
- ³¹ E.M. McFarland, Le développement des loisirs publics au Canada, Ottawa : Association canadienne des loisirs/parcs, 1970, p. 51.
- ³² McFarland, p. 51, citant Lois canadiennes, George VI, Chapitre 29, «Loi sur la création d'un conseil national pour la promotion de la condition physique», 24 juillet 1943.
- ³³ McFarland, p. 70.
- ³⁴ McFarland, p. 96.
- ³⁵ NAC, MG28 I10, Vol. 191, Dossier 22, 20 février 1957, Lettre de J. Farina à E.F. Sommerville.
- ³⁶ NAC, MG28 I10, Vol. 194, Dossier 8, 1 décembre 1948, Avis du congrès.
- ³⁷ NAC, MG28 I10, Vol. 194, Dossier 8, 4 juin 1948, Lettre de C.E. Hendry à H.G. Gonthier.
- ³⁸ NAC, MG28 I10, Vol. 194, Dossier 8, 4 juin 1948, Lettre de C.R. Hendry à H.G. Gonthier.
- ³⁹ NAC, MG28 I10, Vol. 194, Dossier 8, 28 mai 1948, Lettre de H.M. Devenney à C.E. Hendry.
- ⁴⁰ NAC, MG28 I10, Vol. 194, Dossier 8, 28 mai 1948, Lettre de H.M. Devenney à C.E. Hendry.
- ⁴¹ NAC, MG28 I10, Vol. 194, Dossier 8, 4 juin 1948, C.E. Hendry à H.G. Gonthier.

End Notes

28 NAC, RG29, Vol. 179, File 292-5-7, 22 September 1947, letter J.W. Clarke Publications Limited to Dr. Doris Plewes; and PRAC, Minutes of the Annual Meeting, 13 September 1947, p. 3.

29 Canadian Parks and Recreation 1 (November 1947): cover.

30 NAC, RG84, Vol. 171, File U125-17 pt. 1, 18 November 1947, letter H.S. Robinson to A.M. Johnstone of J.H. Clarke Publication, Inc.

31 E.M. McFarland, The Development of Public Recreation in Canada. Ottawa: Canadian Parks/Recreation Association, 1970, p. 51.

32 McFarland, p. 51, citing Canada, Statutes, 7 George VI, Chapter 29, "An Act to Establish a National Council for the Purpose of Promoting Physical Fitness," 24 July 1943.

33 McFarland, p. 70.

34 McFarland, p. 96.

35 NAC, MG 28 I10, Vol. 191, File 22, 20 February 1957, letter J. Farina to E.F. Sommerville.

36 NAC, MG 28 I10, Vol. 194, File 8, 1 December 1948, Announcement of the Conference.

37 NAC, MG 28 I10, Vol. 194, File 8, 4 June 1948, letter C.E. Hendry to H.G. Gonthier.

38 NAC, MG 28 I10, Vol. 194, File 8, 4 June 1948, Letter C.E. Hendry to H.G. Gonthier.

39 NAC, MG 28 I10, Vol. 194, File 8, 28 May 1948, Letter H.M. Devenney to C.E. Hendry.

40 NAC, MG 28 I10, Vol. 194, File 8, 28 May 1948, Letter H.M. Devenney to C.E. Hendry.

41 NAC, MG 28 I10, Vol. 194, File 8, 4 June 1948, C.E. Hendry to H.G. Gonthier.

42 NAC, MG 28 I10, Vol. 194, File 8, 4 June 1948, Letter C.E. Hendry to G. Davidson, Deputy Minister, Health and Welfare.

43 PRAC, Executive Committee Minutes, 5 March 1949.

44 NAC, MG 28 I10, Vol. 194, File 8, 1 December 1948, Announcement; and June 1949, Letter to all groups or associations which had been invited to participate in the proposed Canadian Recreation Congress.

45 NAC, MG 28 I10, Vol. 178, File 5, 2 March 1949, List of Active Member Organizations in Good Standing.

46 NAC, RG84, Vol. 171, File U125-17, pt. 1, 28 March 1949, brief to the Hon. Paul Martin, Minister of National Health and Welfare.

47 "Ask Federal Assistance for Park and Recreational Work," Ottawa Journal, 29 March 1949; and "Aid for Park, Recreational Work Sought," Ottawa Citizen, 29 March 1949.

End Notes

48 "With Their Hands Out," Ottawa Journal, 30 March 1949.

49 NAC, RG29, Vol. 179, File 292-5-7, "Suggested Programme for Parks and Recreation Association of Canada."

50 Drysdale, p. 21.

51 NAC, RG29, Vol. 179, File 29-5-7, 15 April 1951.

52 Drysdale, p. 22.

53 NAC, RG29, Vol. 179, File 292-5-7, 16 September 1947, letter J. Pearson to D. Plewes; and 20 September 1947, letter D. Plewes to J. Pearson.

54 NAC, RG29, Vol. 179, File 292-5-7, letter J. Pearson to D. Plewes, 7 February 1951; and letter D. Plewes to J. Pearson, 9 February 1951; and NAC, MG28 I153, Vol. 9, letter J. Pearson to D. Plewes, 12 March 1951; letter D. Plewes to J. Pearson, 14 March 1951; and letter D. Plewes to J. Lang, 14 March 1951.

Notes de fin de document

42 NAC, MG28 I10, Vol. 191, Dossier 8, 4 juin 1948, Lettre de C.E. Hendry à G. Davidson, sous-ministre de la Santé et du Bien-être.

43 APRC, Procès-verbal de la réunion du comité exécutif, 5 mars 1949.

44 NAC, MG28 I10, Vol. 194, Dossier 8, 1 décembre 1948, Avis, et juin 1949, Lettre à tous les groupes ou associations invités à participer au présumé Congrès canadien sur les loisirs.

45 NAC, MG28 I10, Vol. 178, Dossier 5, 2 mars 1949, Liste des organisations membres actives et en règle.

46 NAC, RG84, Vol. 171, Dossier U-125-17 pt. 1, 28 mars 1949, Document de position présenté à l'honorable Paul Martin, ministre national de la Santé et du Bien-être.

47 «Ask Federal Assistance for Park and Recreational Work», Ottawa Journal, 29 mars 1949, et «Aid for Park, Recreational Work Sought», Ottawa Citizen, 29 mars 1949.

48 «With Their Hands Out», Ottawa Journal, 30 mars 1949.

49 NAC, RG28, Vol. 179, Dossier 292-5-7, «Programme suggéré à l'Association des parcs et récréations du Canada.»

50 Drysdale, p. 21.

51 NAC, RG29, Vol. 179, Dossier 29-5-7, 15 avril 1951.

52 Drysdale, p. 22.

53 NAC, RG29, Vol. 179, Dossier 292-5-7, 16 septembre 1947, Lettre de J. Pearson à D. Plewes, et 20 septembre 1947, Lettre de D. Plewes à J. Pearson.

54 NAC, RG29, Vol. 179, Dossier 292-5-7, Lettre de J. Pearson à D. Plewes, 7 février 1951 et Lettre de D. Plewes à J. Pearson, 9 février 1951 et NAC, MG28 I153 Vol. 9, Lettre de J. Pearson à D. Plewes, 12 mars 1951 et Lettre de D. Plewes à J. Pearson, 14 mars 1951 et lettre de D. Plewes à J. Lang, 14 mars 1951.